

Vers un serment populaire des progressistes



© Mathieu Delmestre

Le 20 mai la Belle Alliance Populaire (BAP) a acté son plan d'action. Citoyens, syndicalistes, acteurs associatifs et politiques de gauche et écologistes sont unanimes : la convention du 3 décembre fixera la charte des progressistes qui intégrera l'ensemble des valeurs et réflexions communes. « *Aboutir à ce serment des progressistes impose le dépassement des partis*, a rappelé Jean-Christophe Cambadélis. »

Dans ce cadre l'Université d'été du 26 au 28 août à Nantes laissera une large place à la BAP. Ce temps fort fera suite à un séminaire programmé les 3 et 4 juin et un grand rendez-vous le 2 juillet à Paris.

Pour que le pari réussisse, chacun est invité à faire partager à travers toute la France l'appel qui regroupe 13 thèses. Les signataires combattent la déconstruction européenne, le poison de la division de notre société, le nationalisme xénophobe et le fondamentalisme religieux déclinistes et un bloc

réactionnaire qui veut moins d'État. Les signataires de l'appel saisissent l'opportunité de la transition écologique, revendiquent le vivre et l'agir ensemble d'intérêt général, veulent sortir d'un gâchis français, appuient le modèle social sur la modernisation économique et industrielle.

Créer les conditions d'une réponse à plusieurs passe aussi par le renouvellement des visages dans une représentativité calquée sur la diversité de notre société. Dépassant les structures traditionnelles, ce mouvement populaire replace la République au cœur de la France, préconise de ré-oxygéner les institutions et fait du dialogue social un moteur du changement.

Persuadée que l'union de la gauche et des écologistes garantit la plus forte adhésion, la BAP ne se limite pourtant pas à l'échéance de 2017. Le serment des progressistes s'élabore aujourd'hui pour longtemps.

LE CHIFFRE / DE LA SEMAINE

83 Depuis la fin février, pas moins de 83 locaux estampillés PS ont été la cible d'attaques. Jean-Christophe Cambadélis dénonce «une dérive funeste inconnue depuis les années 30», appelant depuis des semaines «l'ensemble de la classe politique et des responsables syndicaux à réagir». #Stopviolence



LA FRANCE A RAISON DE RELANCER LE PROCESSUS D'OSLO

La France soutient, comme le reste de la Communauté internationale, la «solution à deux États», c'est-à-dire un État palestinien à côté d'un État israélien «dans des frontières sûres et reconnues». Depuis Bill Clinton, aucun leader n'avait obtenu des avancées significatives ni fait sienne la doctrine d'Yitzhak Rabin : «lutter contre le terrorisme comme s'il n'y avait pas de processus de paix, travailler au processus de paix comme s'il n'y avait pas de terrorisme». On peut légitimement se demander pourquoi Paris entend se saisir aujourd'hui de cet épineux dossier.

Après l'intervention israélienne à Gaza à l'automne 2012, Laurent Fabius avait été le premier dirigeant européen à tenter un dialogue sur place et proposer l'aide de la France. Il avait déclaré ensuite que la France prendrait ses responsabilités. Voilà pourquoi, poursuivant la politique de «main tendue», le ministre des affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault avait présenté le 15 mai dernier en Israël et en Cisjordanie au premier ministre, Benjamin Netanyahu, et au chef de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, les contours d'une confé-

rence internationale prévue à Paris. Objectif affiché : faire converger toutes les bonnes volontés, afin de relancer un processus de paix au point mort depuis deux ans et donc réunir autour de la table notamment les membres du Quartet (États-Unis, Organisation des Nations unies, Ligue arabe dont l'initiative saoudienne de 2002 pourrait servir de base. Autour de groupes de travail sur les sujets clés comme le développement économique

« DEPUIS 2012, LA FRANCE A DÉCIDÉ DE NE PAS RESTER SPECTATRICE. »

ou la sécurité, les deux parties seront ensuite invitées à la table des discussions lors d'une conférence entre chefs d'Etat et gouvernements à l'automne. Le retrait d'Israël des territoires et le règlement de la question des réfugiés sont au cœur de la relance française. Le Parti socialiste a toujours milité pour cette solution qui doit entraîner également



l'arrêt du blocus. Il s'agit aussi de lutter contre le terrorisme et la montée des extrémismes religieux qui augmentent le danger.

La décolonisation de la Cisjordanie est non seulement conforme au droit international, mais elle est vitale pour la sécurité d'Israël comme en attestent d'ailleurs les responsables du Mossad ou des services de sécurité depuis 30 ans.

L'intransigeance du gouvernement de droite de Netanyahu dont certains ministres préfèrent s'attaquer aux ONG de gauche et aux organisations pacifiques plutôt que d'œuvrer pour le dialogue ne va pas dans le sens de la désescalade nécessaire pour l'avenir de la région.

Une initiative égyptienne du Président Al Sissi recueille un sentiment favorable du côté israélien. L'engagement des pays arabes comme des nations occidentales est en effet crucial pour aboutir à une issue positive et durable.

Par Pierre Kanuty



AUTRICHE : LES VOYANTS AU VERT ?

faites numérique mais une vraie victoire politique.» Toutefois, le peuple s'est déplacé dans ce second tour pour y faire barrage. Certes, nous sommes loin de l'écart enregistré en 2002 en France et le pouvoir présidentiel autrichien est légitime mais limité. En effet, le nouveau président accompagne une chancellerie autrichienne que se partagent depuis 70 ans les partis traditionnels.

Mais ce sont ces mêmes partis qui ont été éliminés dès le premier tour. Ainsi, Alexander Van der Bellen se retrouve à la tête d'un pays divisé. L'élimination au premier tour des principales formations social-démocrates et conservatrices est le signe que les idéologies réactionnaires sont en train de se substituer aux grands partis démocratiques. Pour le Parti socialiste, cette victoire de la démocratie «dans un mouchoir de poche, contre l'extrême droite, est

donc une satisfaction qui n'efface ni l'inquiétude ni l'urgence d'une prise de conscience des démocrates face à la montée du péril national-populiste.»

L'extrême droite à près de 50% des voix au deuxième tour est déjà une démonstration de force à un mois du référendum britannique. C'est la preuve que l'europhobie a le vent en poupe. La question

« LA VICTOIRE DE LA DÉMOCRATIE MAIS... »

est donc bien européenne. Soutenant le chancelier et leader social-démocrate autrichien Christian Kern, le Premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis, a demandé une réunion en urgence de la direction du PSE pour tirer les leçons de cette situation.

Par Pierre Kanuty

BRÈVE DE LA SEMAINE

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ: CONTRIBUEZ! L'Université d'été se déroulera à Nantes du 26 au 28 août. Cette université du dépassement s'inscrit dans la dynamique de la Belle Alliance Populaire (BAP) initiée par le Premier secrétaire. Jusqu'au 10 juin, les militants sont invités à proposer des thématiques et sujets qu'ils désirent aborder dans le programme en cours d'élaboration. Un mail a été adressé le 18 mai dernier à l'ensemble des fédérations et militants pour que chacune et chacun puisse apporter ses contributions. Emeric Bréhier, secrétaire national à l'animation des fédérations et à l'Université d'été, se tient à la disposition de tout militant pour toute question.



LA BELLE ALLIANCE POPULAIRE ENCLENCHE LE MOUVEMENT PROGRESSISTE

Le 20 mai, Jean-Christophe Cambadélis a réaffirmé lors de la première réunion de travail avec une centaine de signataires de l'appel pour la constitution d'une Belle Alliance Populaire (BAP) que le Parti socialiste ambitionne son dépassement pour « l'émergence d'un pot commun du progressisme. » Un mois après le lancement, ces acteurs citoyens, syndicalistes, responsables associatifs et politiques de la gauche progressiste et écologiste composant la Belle Alliance Populaire ont échangé sur le plan d'actions. « Les conditions d'une réponse à plusieurs » sont aujourd'hui réunies pour aboutir à une charte lors de la convention de la BAP fixée début décembre.

Le cap est collectivement fixé. D'ici décembre, des ateliers et séminaires seront organisés dans toute la France et notamment à l'Université d'été de Nantes qui « devient naturellement l'Université de la Belle Alliance Populaire ». Emeric Bréhier (Secrétaire national du PS en charge de l'Université d'été) a précisé: « ce rendez-vous est abordé comme un lieu de formation collective pour aller à la bataille doté d'une consistance politique solide à gauche. »

Il s'agit de « nourrir dès à présent et au fur et à mesure les éléments de contenu pour construire un point de vue progressiste commun », explique Jean Grosset, en traitant par exemple, pour Razzi Hammadi, la mauvaise représentativité sociologique « comme facteur bloquant de notre ambition de transformation sociale ».

Si « la Présidentielle est un rendez-vous important, a expliqué pour sa part Julien Dray, secrétaire national chargé de

« UNE ÉTAPE DANS LA RESTRUCTURATION DE LA GAUCHE. »

la BAP, ce n'est qu'une étape dans la restructuration de la gauche. » Isabelle This Saint Jean a insisté: « nous devons répondre aux défis qui vont bien au-delà de 2017. »

Jean-Christophe Cambadélis a synthétisé: « Nos sociétés sont percutées. Chacun à gauche a sa thèse sur chacune des questions. Le mouvement progressiste est aujourd'hui morcelé. Le débat politique n'a plus de sens ou va dans



© Mathieu Delmestre

tous les sens. Ce que nous sommes doit nous permettre de construire quelque chose d'authentique. »

Le Parti socialiste est un acteur de poids dans la BAP mais il reste un acteur parmi d'autres. Son Premier secrétaire a tenu à préciser « notre tâche n'est pas simple car cet équilibre entre politiques, citoyens, responsables associatifs et syndicalistes n'apparaît pas encore attractif aux yeux des médias. Toutefois, notre Belle Alliance Populaire va investir le débat comme par exemple les discussions en cours sur le traité transatlantique ou l'avenir de l'Union européenne. Nous en sommes à l'étape de l'élaboration d'un plan de travail qui aboutira dans un premier temps sur une charte progressiste partagée avec les citoyens. »

Retrouvez le compte rendu du 20 mai sur le site de la Belle Alliance Populaire
<https://www.labellealliancepopulaire.fr/>

Par Christophe Discic



Le rapport sur le site

<http://www.parti-socialiste.fr/rapport-50-recommandations-nos-institutions/>

Le Parti socialiste a présenté le 24 mai son rapport « 50 recommandations pour nos institutions ». Ce rapport aborde la défiance installée et généralisée à l'encontre des institutions selon deux grands axes: la rénovation de la vie politique et l'équilibre des pouvoirs. « En 1958, la V^e République a brisé l'extrême droite, explique Jean Christophe Cambadélis lors de la présentation du rapport à la presse. Or, cette extrême

50 RECOMMANDATIONS POUR RÉFORMER NOS INSTITUTIONS

droite a réussi à revenir à l'Assemblée nationale. » Laurent Duthéil et Nicolas Sfez (voir page 4) ont animé le groupe de travail composé de professeurs en droit constitutionnel, en sciences politiques, d'avocats, de magistrats, de politologues...

Usage du référendum d'initiative citoyenne sur des sujets sociétaux, droit de pétition, vote pour les députés avant le vote pour le président, renfort des sanctions financières en cas de non-respect de la parité, intégration d'une dose de proportionnelle, limitation du cumul des mandats, droit de vote accordé aux étrangers titulaires d'une carte de séjour et d'une carte de résident de 10 ans... le rapport vise à

renforcer l'expression et la représentativité du peuple et à élaborer une démocratie exemplaire et plus égalitaire (recommandations n°1 à n°25).

« LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE RESTE À FAIRE. »

Dans sa deuxième partie (recommandations n°26 à 50), le rapport entend proposer plusieurs mécanismes de contrôle de l'exercice du pouvoir: renforcer le Parlement, homogénéiser les Autorités administratives indépendantes, réformer le Conseil

supérieur de la magistrature et le Conseil constitutionnel. « Plutôt que la création d'une VI^e République improbable, nous préconisons un meilleur fonctionnement de la V^e » explique Jean-Christophe Cambadélis. Laurent Duthéil précise « Il ne s'agit pas de changer de République mais de changer la V^e République. » Bien entendu ce rapport ouvre le débat. Jean-Christophe Cambadélis informe: « nous trancherons dans le cadre du cahier de la présidentielle « Renforcer et protéger notre démocratie » en cours d'élaboration qui sera présenté le 5 septembre prochain. »

Par Christophe Discic

SECRÉTAIRES NATIONAUX

“ REMÉDIER À LA DISSOCIATION ENTRE LÉGITIMITÉ DES GOUVERNANTS ET CONFIANCE DES GOUVERNÉS ”

Le Parti socialiste vient de présenter un rapport «50 recommandations pour nos institutions». Laurent Dutheil, secrétaire national du Pôle «Préparation de l'avenir», et Nicolas Sfez, secrétaire national adjoint en charge des institutions en expriment la philosophie.



© Mathieu Delmestre

Quel était le constat préalable pour aboutir à ces 50 recommandations ?

Chacun s'accorde à considérer que la réforme constitutionnelle reste à faire. D'autant qu'avec la défiance généralisée à l'égard du politique, les traditionnelles critiques sur la V^e République se font plus virulentes. C'est dans le but de remédier à la dissociation entre légitimité des gouvernants et confiance des gouvernés que nous avons travaillé avec l'idée d'une part de cette rénovation de la vie politique et d'autre part de l'équilibre du pouvoir.

L'expression et la représentation du peuple semblent au cœur de votre réflexion ?

Rénover la vie politique cela veut dire d'abord renforcer l'expression du peuple. C'est à dire mettre au cœur de notre réflexion la question de la participation citoyenne par des mécanismes permettant aux citoyens de s'exprimer entre les échéances électorales et de participer directement à l'élaboration des choix collectifs. D'une part, par l'extension de l'usage du référendum. D'autre part par l'instauration d'un véritable droit de pétition. Et enfin par une meilleure représentation de la diversité de la société : mode de scrutin, parité et non cumul.

Égalité et justice institutionnelles sont-elles un préalable à l'égalité et la justice sociales ?

L'égalité et la justice sociale ne peuvent se construire que dans un régime institutionnel démocratique et respectueux des libertés de toutes et tous. Or, il n'y a pas de régime démocratique sans égalité entre les citoyens et sans justice. La question institutionnelle est donc centrale et ne se réduit pas à sa seule dimension juridique. Elle fait très clairement partie des leviers permettant d'aboutir à une société d'émancipation. Le renforcement de nos institutions et partant de la démocratie est donc nécessaire à la construction d'une société plus égalitaire et plus juste.

En quoi la « Démocratie exemplaire » préconisée par le Parti se démarque-t-elle de la « République irréprochable » prônée en son temps par la droite ?

La rénovation de la vie politique veut aussi dire promouvoir une démocratie exemplaire d'abord par une déontologie plus exigeante concernant les parlementaires, la présence des représentants d'intérêts, les membres du gouvernement et les hauts magistrats du pays. L'exigence s'étend également à l'égard de l'immunité présidentielle en matière civile comme en matière pénale.

En quoi le contrôle du pouvoir peut-il être amélioré ?

Les contrôles existent mais sont insuffisants. D'une part, ils ne sont pas adossés à des moyens matériels suffisants.

C'est la raison pour laquelle nous proposons notamment que le Parlement s'appuie encore davantage sur la Cour des comptes. Ensuite, les procédures de contrôles sont souvent perçues comme étant subsidiaires. Il est ainsi étonnant qu'une procédure judiciaire dans une affaire puisse empêcher la constitution d'une commission d'enquête parlementaire dans cette même affaire. Cela crée des doutes chez les citoyens qui pensent que le contrôle parlementaire est inutile car il ne peut pas se porter sur les affaires les plus importantes. Nous recommandons donc la fin de cette règle. Enfin, le contrôle du pouvoir ne doit pas être uniquement platonique et doit conduire, le cas échéant, à des sanctions politiques. L'absence, souvent, de telles sanctions laisse planer l'idée que les élu(e)s bénéficient d'une certaine impunité. Il faut lutter contre cette idée mortifère pour la démocratie, mais la modification de nos institutions, si elle est nécessaire, doit également s'accompagner d'une évolution des mentalités et des pratiques politiques.

« RÉNOVER LA VIE POLITIQUE
CELA VEUT DIRE D'ABORD
RENFORCER L'EXPRESSION
DU PEUPLE. »

La démocratie locale n'est-elle pas l'« oubliée » de ce rapport ?

Le groupe de travail composé de professeurs de droit constitutionnel, de praticiens et d'avocats a considéré que si la démocratie locale était un sujet majeur, il devait faire l'objet d'un rapport à soi seul. Ses travaux ne pouvaient englober l'ensemble des questions de la démocratie mais en l'occurrence, se concentrer sur la réforme de la démocratie institutionnelle.